

L'anthropologie à l'Université Laval et le département sur 40 ans

Par Samuel Beaudoin

L'ÉVÉNEMENT : LA CRÉATION DU DÉPARTEMENT D'ANTHROPOLOGIE ET LE 40^E ANNIVERSAIRE

Le 13 octobre 1970, le Conseil de l'Université Laval approuve la résolution d'autonomie administrative d'un département d'anthropologie dans les termes suivants :

- I- Que le Département de sociologie et d'anthropologie de la Faculté des sciences sociales soit aboli.
- II- Que deux départements soient créés, à savoir celui de sociologie et celui d'anthropologie.
- III- Que le nouveau Département d'anthropologie s'en tienne principalement aux domaines de l'anthropologie sociale et culturelle et qu'il concentre ses efforts sur les aires culturelles les plus rapprochées : Canada français, Amérindiens, Esquimaux. (Extrait du livre des délibérations du Conseil de l'Université; résolution U-70-472)

Cette date fait désormais office d'événement, dont les membres du Département d'anthropologie célèbrent la pertinence : elle marque d'un fer rouge à la fois le passé et l'avenir. Les idéaux des anthropologues et des étudiants en anthropologie, et les luttes menées par ceux-ci, ont permis la création du Département d'anthropologie à l'Université Laval, jusqu'à en faire le plus grand département d'anthropologie sociale et culturelle au Canada. Au cours des décennies, les anthropologues qui y ont été formés, ont pénétré toutes les sphères de la société québécoise, et bien au-delà à l'international. Qui sait comment les anthropologues d'aujourd'hui et de demain bousculeront la réalité ambiante, institutionnelle, sociale et politique!

Pour souligner le 40^e anniversaire, il s'avère important de se rappeler les grandes lignes de ce qui a suivi l'événement fondateur, mais aussi ses antécédents. Pour s'approprier le passé comme l'avenir, il est de notre devoir de se souvenir du legs d'octobre 1970.

L'ANTHROPOLOGIE À L'UNIVERSITÉ LAVAL, 1938-1961

La création du Département d'anthropologie à l'Université Laval s'inscrit dans un contexte plus large, dans lequel on compte l'introduction graduelle de l'anthropologie comme discipline de recherche et d'enseignement. La place de l'anthropologie avant 1961 à l'Université Laval existe principalement à travers une solide tradition de recherche empirique, d'inspiration ethnographique (observation participante, collecte exhaustive de données et d'objets, techniques de la monographie de familles et de villages). Aux recherches ethnographiques de Léon Gérin, disciple de l'École française de Frédéric Leplay, et de Marius Barbeau qui a étudié l'anthropologie en Europe au tournant du XX^e siècle, il faut ajouter l'influence de la génération de Jean-Charles Falardeau, disciple d'Everett C. Hughes de l'École de Chicago, et de Luc Lacourcière influencé par Marius Barbeau.

Enfants de la grande dépression déclenchée par la crise économique de 1929, les amis Falardeau et Lacourcière^[1] vont bénéficier de l'élargissement des sphères d'activités de l'Université Laval avec

l'émergence de la Faculté des lettres, en 1937, et de l'École des sciences sociales, économiques et politiques, en 1938.

Luc Lacourcière s'intègre à la Faculté des lettres et, dès 1944, une chaire d'enseignement lui sera confiée ainsi que la création des Archives de folklore^[2]. L'ethnologie, entendue au sens de folklore, dès lors développée à la Faculté des lettres, évolue toutefois de manière indépendante et aura peu d'influence sur le futur Département d'anthropologie.

Jean-Charles Falardeau, pour sa part, s'intègre dès 1938 à l'École des sciences sociales, économiques et politiques fondée par le père dominicain Georges-Henri Lévesque. Le but de l'école, qui devient la Faculté des sciences sociales en 1943, est alors de fournir un enseignement scientifique des sciences sociales qui permettrait de mieux observer, comprendre et solutionner les mutations et les problèmes suscités par la crise économique de 1929, et ainsi aider à moderniser le Québec sur le plan social. En 1939, à la suggestion de confrères de l'Université McGill, Jean-Charles Falardeau lit la monographie de Saint-Denis de Kamouraska que vient de faire paraître Horace Miner, élève de Robert Redfield, anthropologue de l'École de Chicago^[3]. La monographie de Miner s'inscrit dans un vaste programme de recherche sur l'étude des transformations sociales dans la société québécoise, initié par Everett C. Hughes. Jean-Charles Falardeau est séduit par le regard ethnographique. Il rencontre Everett C. Hughes à Montréal à l'été 1939 et part pour l'Université de Chicago en 1941 pour y étudier. De Chicago, Falardeau convainc le père Lévesque de faire venir Everett C. Hughes à l'Université Laval comme professeur invité^[4]. Plus que les enseignements de l'universitaire de Chicago Everett C. Hughes, aux automnes de 1942 et 1943, c'est le recrutement de Jean-Charles Falardeau lui-même, dans le tout nouveau Département de sociologie et de morale sociale de la Faculté des sciences sociales, qui permet à la tradition de recherche empirique et au regard ethnographique de prendre racine et de perdurer à Québec. À tel point qu'en référence à l'École de Chicago, on renvoie à l'École de Québec en parlant de la sociologie à l'Université Laval.

La sociologie à l'Université Laval est, dès les premières décennies, «anthropologisée». D'ailleurs, plusieurs étudiants du Département de sociologie ont ensuite étudié et enseigné en anthropologie, au premier chef Marc-Adélar Tremblay. Celui-ci, dans la veine des enseignements de Jean-Charles Falardeau et des recherches empiriques de Leplay et de Gérin, réalise une maîtrise auprès des fermiers riverains du comté de Kamouraska (1948-1950). Il va ensuite étudier en anthropologie à l'Université Cornell avec Alexander H. Leighton. Le professeur Leighton était venu rencontrer le doyen de la Faculté des sciences sociales, le père Lévesque, au printemps de 1950, afin de recruter deux professeurs francophones possédant une bonne expérience de la recherche empirique pour réaliser un projet de terrain auprès des Acadiens. Émile Gosselin et un de ses étudiants, Marc-Adélar Tremblay, sont recrutés. Marc-Adélar Tremblay soutient sa thèse de doctorat à Cornell en 1954 et revient comme professeur au Département de sociologie de l'Université Laval en 1956. Ses travaux portent alors sur l'acculturation chez les Acadiens de la Nouvelle-Écosse et l'industrialisation chez les Canadiens-français, souvent dans une perspective d'intervention. En 1958, Marc-Adélar Tremblay inaugure le premier cours d'anthropologie à l'Université Laval (cours obligatoire dans le programme de sociologie). Parmi les étudiants de la fin des années 1950 qui poursuivent une maîtrise, mentionnons Gabriel Gagnon et Rémi Savard qui deviendront professeurs en anthropologie à l'Université de Montréal.

L'année 1961 marque le déplacement des locaux de la faculté, de la rue de l'Université près du Séminaire de Québec, dans le Vieux-Québec, à la Cité universitaire à Sainte-Foy. C'est là que prend place le nouveau Département de sociologie et d'anthropologie (1961-1969).

LA DÉPARTEMENTALISATION DE L'ANTHROPOLOGIE, 1961-1970

Avant 1943, l'idée de département n'est pas dans les habitudes administratives de l'Université Laval. Lorsque le père Georges-Henri Lévesque obtient, en 1943, l'autonomie de l'École des sciences sociales, alors rattachée à la Faculté de philosophie, et crée la Faculté des sciences sociales (FSS), il y adopte le modèle américain des départements et subdivise la FSS en quatre départements : sociologie et morale sociale; économique; relations industrielles et service social.

Le processus de départementalisation se poursuit au sein de la FSS en 1954 alors que la réforme des programmes scinde le Département de sociologie pour créer un Département de sciences politiques et administratives qui a d'abord le statut de programme d'études au sein du Département de sociologie. Jean-Claude Falardeau et Guy Rocher restent seuls au Département de sociologie tandis que Maurice Tremblay, Gérard Bergeron et Léon Dion deviennent les fondateurs du nouveau Département de sciences politiques et administratives.

À bien des égards, la Faculté des sciences sociales est considérée, à la fin des années 1950, comme l'opposition officieuse, face au Québec promu par le premier ministre Maurice Duplessis. La Révolution tranquille, en tant qu'instrument de modernisation du Québec, se prépare déjà depuis longtemps et, avec l'élection du premier ministre Jean Lesage, des mutations considérables prennent place. Guy Rocher, par exemple, séjourne alors comme commissaire en Europe où il documente différents modèles d'éducation qui serviront à l'élaboration du Rapport Parent qui allait réviser entièrement le système d'enseignement.

Même si les professions libérales de médecin, d'avocat et de notaire restent encore les principales orientations, le début des années 1960 voit apparaître toutes sortes de nouveaux horizons. La laïcisation s'effectue alors rapidement et la réforme de l'éducation permet une scolarisation massive de la population du Québec dès le milieu des années 1960. C'est dans ce contexte de transition et de démocratisation de l'éducation que se trouvent formés une partie importante des aspirants anthropologues et que s'institutionnalise et se départementalise l'anthropologie dans les universités québécoises.

En 1961, les professeurs du Département de sociologie soumettent le projet de devenir un Département de sociologie et d'anthropologie au Conseil de l'Université Laval, qui l'accepte. Jean-Charles Falardeau a cédé la direction du département à Fernand Dumont dont l'intention n'est pas de faire cohabiter deux disciplines distinctes, mais bien de concevoir une seule science générale, une anthroposociologie qui puise autant chez Frédéric Leplay que chez Émile Durkheim. Il prend ses distances avec ladite École de Québec, succursale lavalloise de l'École de Chicago.

Les recherches menées au département dans les années précédentes, le contexte des indépendances africaines et la volonté d'internationalisation du Québec, amènent les apprentis sociologues à étudier les sociétés traditionnelles à travers la question du développement et les apprentis anthropologues à étudier les sociétés modernes sous l'angle de l'industrialisation.

Les étudiants inscrits à la Faculté des sciences sociales doivent réaliser une année de tronc commun, une année de cours de sociologie et d'anthropologie, pour se spécialiser en troisième année, soit en sociologie, soit en anthropologie. L'option anthropologie, établie dès 1961, est alors assurée par Marc-Adélaïde Tremblay, secondé par des collègues de la Faculté des lettres et des professeurs invités. C'est dans ce contexte que sont formés les premiers diplômés d'anthropologie, dont Renaud Santerre et Pierre

Beaucage. En 1963, la venue de l'africaniste belge Albert Doutreloux permet de doubler le nombre de professeurs réguliers en anthropologie. À travers ses contacts, quelques étudiants vont faire des terrains en Afrique, dont Paul Charest au Rwanda, puis Serge Genest et André Lepage au Congo-Kinshasa. Parallèlement, dès 1965, le Projet Côte-Nord dirigé par Marc-Adélarde Tremblay forme plusieurs étudiants au terrain anthropologique, parmi eux Yvan Breton, Serge Genest, Denis Lachance et François Trudel. En 1966, l'américaine Nancy Schmitz, diplômée de la Faculté des lettres de l'Université Laval, se joint au corps professoral. Elle introduit l'étude de la culture matérielle et des processus de production techniques, influençant Yvan Breton et Serge Genest. Folkloriste de formation, elle initie aussi à la littérature orale et à l'ethnohistoire, préoccupations reprises par François Trudel.

Plusieurs professeurs européens sont invités dont Paul Mercier, dès 1962; Maria Isaura de Quieroz à l'automne 1964; Henri Favre et Raoul Hartweg à partir de 1966; Bernard Saladin d'Anglure dès 1967 ainsi que Pierre-François Lacroix à l'hiver 1970. Dès 1967, Gerry McNulty, chercheur au Centre d'études nordiques, agit aussi comme enseignant. Des assistants d'enseignement et de recherche, parmi lesquels Yvan Breton, Serge Genest et Denis Lachance, participent à la formation des étudiants et aident à la préparation et à l'accompagnement des chercheurs juniors sur les terrains de recherches. Tous les étudiants, sans exception, sont tenus d'effectuer des séjours sur le terrain afin d'être formés à la recherche empirique. D'anciens étudiants de l'option anthropologie, allés parfaire leur formation en Europe, reviennent occuper des postes de professeur au département: Renaud Santerre et Pierre Beaucage en 1968 et Paul Charest en 1969.

Les recherches et les terrains ethnographiques menés dans la Section d'anthropologie s'organisent autour de quatre grands projets subventionnés dans lesquels sont insérés les étudiants:

- *Ethnographie de la Côte-Nord du St-Laurent* dès 1965, dirigé par Marc-Adélarde Tremblay. Il compte plusieurs étudiants et assistants dont Paul Charest, Yvan Breton, Serge Genest, Denis Lachance, Louis Gilbert, Pierre Beaucage, François Trudel, André Lepage, Pierre Joubert et Denis Blondin. En 1967 et 1970, deux numéros de la revue *Recherches sociographiques*, alors la revue du Département de sociologie et d'anthropologie, sont consacrés à des résultats de recherches du projet Côte-Nord. Paul Charest codirige le projet à partir de 1970.

- *Ethnographie des Esquimaux du Nouveau-Québec*, dès 1967, dirigé par Bernard Saladin d'Anglure, avec quelques étudiants et assistants dont Michel Audet, François Trudel et Denis Lachance.

- *Organisation sociale et économique des Indigènes de la Sierra Puebla*, dès 1968, dirigé par Pierre Beaucage, avec des étudiants dont Jean-Noël Tremblay, Yvon Thériault, Denis Blondin, Pauline Proulx, Pierre Durand et Marie France Labrecque.

- *La transmission des savoirs en divers types de sociétés*, dès 1968, dirigé par Renaud Santerre, avec Serge Genest comme assistant et des étudiants, dont Claude Marchand, Michel Aubé, Jean-Claude Sénéchal, Micheline Desmarais et Monique Poulin. Certains textes sont publiés dans la *Revue canadienne des études africaines*.

L'idéal anthroposociologique de Fernand Dumont, directeur de 1960 à 1967, s'effrite peu à peu à cause de ces ambitieux projets de développement disciplinaire, de l'augmentation des effectifs étudiants et professoraux, de l'abolition des cours de tronc commun, et de la forte proximité entre les étudiants des trois cycles et des professeurs de la Section d'anthropologie. Dès 1967, une anthropologie disciplinaire se met en place et, à partir de 1968, on peut affirmer qu'un département d'anthropologie est en gestation. Le projet anthroposociologique ne fait plus l'unanimité, ni chez les professeurs, ni chez les étudiants.

Après Berkeley, Paris et le printemps de Prague, le mouvement étudiant se réveille à l'automne 1968, tant à l'Université Laval qu'ailleurs au Québec. Le journal étudiant, *Le carabin*, agit comme un des catalyseurs. La tour où siège la haute administration est occupée pendant plusieurs semaines. Les étudiants d'anthropologie, dont Serge Genest, Pierre Joubert, Jean-Noël Tremblay, Michel Audet et Denis Lachance, participent aux actions et aux réflexions entreprises durant tout l'automne : textes en circulation, discussions, manifestations, occupation de locaux. Ils ont le sentiment d'être au bon endroit, au bon moment. Le bureau du doyen et les locaux de la Faculté des sciences sociales sont occupés pendant plusieurs jours : on revendique plus de cours, plus de professeurs et déjà, chez les étudiants en anthropologie, un département.

Le *Mémoire de novembre 1968* réclame explicitement la départementalisation de l'anthropologie. Les nouveaux professeurs Renaud Santerre, Pierre Beaucage et Paul Charest appuient et alimentent les revendications étudiantes. L'équipe des professeurs de la Section d'anthropologie, dans son ensemble, préconise toutefois d'attendre avant de demander la création d'un département, soucieux de constituer un corps professoral suffisant et un programme cohérent et complet. Un Conseil de section est mis en place ainsi qu'un comité pédagogique (tous les deux paritaires, professeurs et étudiants).

À l'automne 1969, les étudiants poursuivent leurs revendications et Renaud Santerre soutient que les deux sections doivent être considérées à égalité; à ce moment, l'anthropologie figure comme le parent pauvre du département. Des contentieux entre les professeurs de sociologie et d'anthropologie éclatent concernant la répartition du budget et l'attribution des postes de professeur et d'assistant. Le 23 décembre 1969, 10 des 14 professeurs de sociologie signent et déposent à la FSS une pétition où ils demandent le divorce et le rattachement de la Section d'anthropologie à l'autorité directe du doyen. En réponse à la pétition, le Conseil de la Faculté des sciences sociales impose, le 3 février 1970, un statut provisoire à l'anthropologie, celui de programme d'études, et crée, pour étudier la situation, un comité *ad hoc* composé de trois professeurs : Gérard Dion, Vincent Lemieux et Jean-Luc Migué (remplacé par Marcel Daneau).

Dès le 6 février, le Conseil de la Section d'anthropologie se réunit à huis clos. Il est formé, à parité, des professeurs permanents Marc-Adélarde Tremblay, Nancy Schmitz, Renaud Santerre, Pierre Beaucage et Paul Charest et des étudiants Pierre Joubert, Richard Dominique, Diane Charland, Lyse Mermier et Serge Genest qui représentent les assistants d'enseignement et de recherche. Les propositions des Beaucage, Santerre, Charest, Genest et Joubert visent autant à assurer des bonnes relations avec la faculté, le doyen et le comité *ad hoc*, qu'à prendre position vis-à-vis les décisions du Conseil de la faculté. On s'assure également d'une bonne communication avec l'ensemble de la Section d'anthropologie par la tenue d'une journée d'information sur la situation. La réunion se poursuit et se termine le 9 février; Marc-Adélarde Tremblay fait état de différentes solutions possibles :

- Statu quo temporaire et réintégration de la Section au département comme autrefois.
- Disparition pure et simple de l'anthropologie à l'Université Laval.
- Que l'anthropologie devienne un programme d'études graduées.
- Constitution de deux sections distinctes et autonomes à l'intérieur d'un même département.
- Création d'un département d'anthropologie.

Dès la réunion suivante, le 24 février, les membres décident que le Conseil de la Section d'anthropologie prenne en charge la coordination des actions à entreprendre concernant le statut et l'avenir de

l'anthropologie à l'Université Laval. Ils demandent aussi qu'un rapport soit préparé au nom de la Section d'anthropologie; Paul Charest en assure la coordination.

La réunion du 9 mars se transforme toutefois en assemblée générale. À la demande d'un groupe d'étudiants en anthropologie, le Conseil décide de lever le huis clos de la réunion considérant que l'information est à la base de toute participation réelle. Le Conseil vient de recevoir une pétition signée par 36 étudiants d'anthropologie demandant la démission de Marc-Adélarde Tremblay comme responsable de la Section d'anthropologie. Cette procédure maladroite signifie en fait que la réintégration de la Section d'anthropologie au Département de sociologie et d'anthropologie ne doit plus être considérée comme une option.

La tension monte et le 11 mars 1970, une opération d'occupation de locaux accélère le mouvement. Activement soutenus par deux professeurs, Renaud Santerre et Paul R. Bélanger, les étudiants et assistants en anthropologie ciblent l'Institut supérieur des sciences humaines, bastion de Fernand Dumont et symbole du pouvoir de la haute culture savante.

Le 16 mars, le Conseil de la Section d'anthropologie forme un comité conjoint de restructuration afin de mettre en place des conditions plus adéquates entre les anthropologues et les sociologues. Parallèlement, un groupe de travail prépare une série de propositions pour recentrer les revendications sur la base commune du développement de l'anthropologie à l'Université Laval et éviter que perdure une crise interne. Les propositions sont signées le 17 mars par les membres de ce groupe de travail et ceux du Conseil, et sont lues à la réunion du 18 mars. Les membres du corps professoral et les étudiants signataires s'engagent alors à soutenir Marc-Adélarde Tremblay qui accepte de demeurer responsable de la section et de faire sienne la demande de création d'un département autonome d'anthropologie.

Le Conseil de la Section d'anthropologie du 18 mars propose que cesse la «guerre des communiqués». Il nomme Marc-Adélarde Tremblay, responsable de la Section d'anthropologie, et Bernard Saladin d'Anglure comme délégués pour renouer le dialogue avec les professeurs de sociologie. Une convention minimale est signée entre les sociologues et les anthropologues le 26 mars, dans laquelle les deux parties demandent qu'il n'y ait pas de retour à la situation qui existait avant le 3 février 1970, que l'anthropologie ait la plus complète autonomie et que les 10 professeurs de sociologie signataires de la pétition ne s'objectent pas à la création d'un département d'anthropologie. Elle est acheminée au Conseil de la FSS et au comité *ad hoc*.

Dans l'intervalle, un volumineux mémoire est développé par un collectif de professeurs, d'assistants et d'étudiants de la Section d'anthropologie. Il comprend un comité de rédaction composé principalement de Serge Genest, Pierre Joubert, Michel Audet, Jean-Noël Tremblay aidés officieusement d'une secrétaire, Monique Brideau, et alimentés par Pierre Beaucage, Renaud Santerre et Paul Charest qui assure aussi la coordination. Véritable plaidoyer en faveur d'un nouveau cadre administratif, le fil de l'argumentaire montre l'envergure de la Section d'anthropologie. Il souligne le nombre de détenteurs de doctorat chez les professeurs, 5 sur 6 contrairement à 3 sur 14 en sociologie; il énumère les projets de recherche subventionnés, les publications scientifiques, les enseignements de 1^{er} et de 2^e cycles, les contributions aux études graduées, la création d'un marché de l'emploi, et l'embryon d'un musée ethnographique. Le mémoire soutient la pertinence de la départementalisation en rappelant le processus généralisé d'émancipation des différentes disciplines autrefois réunies dans le cadre commun de l'École des sciences sociales. À l'appui de l'anthropologie, il se réfère à d'autres universités où l'anthropologie est généralement autonome de la sociologie. Le collectif formule des objections quant à la création d'un programme d'anthropologie. Il cite le purgatoire qu'a été la mise sur pied d'un programme d'études en

sciences politiques qui a fini par accéder au statut de département. De même, on s'oppose à l'instauration de sections autonomes au sein d'un même département, sections qui, vraisemblablement, seraient administrées par le Département de sociologie. Le mémoire acheminé au Conseil de la Faculté des sciences sociales en avril 1970, sous l'intitulé *Mémoire de l'anthropologie*, ne demande rien d'autre qu'un nouveau cadre administratif autonome: un Département d'anthropologie.

Le comité *ad hoc* d'enquête, auquel on se réfère comme étant le Comité Lemieux, mis en place par le Conseil de la Faculté des sciences sociales, remet son rapport à l'été 1970; ce rapport sera ensuite connu comme étant le Rapport Dion. Le rapport préconise la création d'un département d'anthropologie aux objectifs limités, qui devrait se borner à l'anthropologie sociale et culturelle, ne s'intéresser qu'aux aires les plus proches et ne pas devenir un « gros » département. Un mémoire complémentaire, soumis par la faculté, développe les mêmes thèmes, en prévoyant toutefois une croissance départementale supérieure à celle envisagée par le comité *ad hoc*. Selon ces deux documents, les activités d'enseignement et de recherche déjà existantes, la création à Québec de débouchés éventuels au sein de la fonction publique concernant l'administration des Indiens et des Inuit, ainsi que la tendance générale, à cette époque, à la nette séparation des deux disciplines que sont la sociologie et l'anthropologie au sein des universités, militent amplement en faveur de la création d'un département d'anthropologie à l'Université Laval. Le Conseil de l'Université, s'appuyant sur une recommandation favorable de la Commission des études, donne suite à cette demande en octobre 1970.

La gestation et la naissance du Département d'anthropologie à l'Université Laval se réalisent alors que se politisent les causes sociales et que jaillissent les contestations étudiantes et syndicales. L'automne est en ébullition à chaque année depuis 1968. Le Front de libération du Québec (FLQ) entame le début de «la révolution un peu moins tranquille» avec ce qu'il est maintenant convenu d'appeler les événements d'Octobre 1970. À son échelle, la Faculté des sciences sociales vit une petite révolution avec l'avènement de son dernier département.

MISE EN PLACE ET DÉVELOPPEMENT DU PLUS GRAND DÉPARTEMENT D'ANTHROPOLOGIE SOCIALE ET CULTURELLE AU CANADA, 1970-1976

En 1970-1971, le Département d'anthropologie, alors dirigé par Marc-Adélar Tremblay, compte 53 étudiants, dont 43 au premier cycle; 10 professeurs, dont 4 invités; et 8 assistants de recherche et d'enseignement. Les étudiants poursuivent les revendications entamées à la fin des années 1960 et demandent plus de professeurs permanents. Le collectif demande six nouveaux postes pour les années 1970-1973 et de nouveaux cours portant notamment sur les théories comme le structuralisme et le matérialisme historique.

Dès 1971, Pierre Beaucage quitte pour l'Université de Montréal et Yvan Breton est engagé pour combler le poste que ce départ laisse vacant. José Mailhot obtient un poste de professeur la même année, mais quitte dès l'année suivante tout comme Geza de Rohan Csermak (1970-1972). Les deux postes seront comblés en 1972 par Louis-Jacques Dorais et Roger Pothier qui quittera en 1976.

Entretemps, en novembre 1971, alors que Marc-Adélar Tremblay est nommé directeur de l'École des gradués, actuelle Faculté des études supérieures, les étudiants demandent et obtiennent que Bernard Saladin d'Anglure devienne professeur régulier et directeur du département. Celui-ci accepte le poste de direction à condition d'être secondé par une directrice adjointe, Nancy Schmitz (1971-1973), et un adjoint

étudiant à la direction afin qu'il puisse continuer ses recherches de terrain chez les Inuit. Ce tout nouveau poste d'adjoint étudiant est occupé par Michel Audet, de 1971 à 1974, alors à la maîtrise.

C'est à cette période que s'effectue la restructuration du Laboratoire de recherche anthropologique, que se mettent en place les assemblées générales départementales ainsi que les « Journées anthropologiques » auxquelles collaborent activement les étudiants.

À partir de l'automne 1972, les effectifs étudiants croissent rapidement en anthropologie, mais aussi dans les autres départements de la FSS. Le nombre d'étudiants double à chaque année quasiment pendant les trois années consécutives, passant de 69 étudiants en 1971-1972 à 470 étudiants à temps complet en 1974-1975. Une augmentation proportionnelle du nombre de professeurs suit, avec un ou deux ans de retard.

En 1973, après l'engagement d'Yvan Simonis, professeur d'anthropologie à l'Université de Montréal depuis 1968, seulement trois des six nouveaux postes souhaités par le collectif sont obtenus; les autres engagements ne faisant que combler des postes laissés vacants. L'année suivante, un quatrième poste est obtenu avec l'embauche de Gérard L. Gold.

Le développement majeur et durable du Département d'anthropologie à l'Université Laval se réalise entre 1974 et 1976 sous la direction d'Yvan Breton avec Pierre Durand comme adjoint. Légitimé par la croissance des effectifs étudiants, Yvan Breton obtient neuf nouveaux postes de professeur et lutte pour le statut de professeur pour Gerry McNulty. Ce dernier, qui enseigne en anthropologie depuis 1967, n'est toujours pas reconnu à ce titre. Pour atteindre son but, il fait une grève, seul, mais appuyé par les étudiants, ne donnant pas ses trois cours, posant des pancartes, installant son tipi au 3^e étage du pavillon Charles-De Koninck et y habitant pendant deux semaines. Suite à ces protestations, Monseigneur Vachon, alors recteur de l'Université Laval, lui octroie le titre de professeur et le doyen de la faculté, Yves Dubé, l'intègre au Département d'anthropologie.

Les recommandations du Rapport Dion à l'effet que le département ne devienne pas « gros » et concentre ses efforts de recherche sur les aires culturelles les plus rapprochées sont amplement dépassées. Trois spécialistes de l'Afrique subsaharienne sont engagés : Chantal Collard, Serge Genest et Jean-Jacques Chalifoux; ils s'ajoutent aux africanistes Renaud Santerre et Paul Charest. Le département se déploie dans de nouveaux espaces de recherche avec l'arrivée de deux spécialistes reconnus de la Mélanésie : Pierre Maranda, de l'Université of British-Columbia et professeur étranger au Collège de France, ainsi qu'Éric Schwimmer, professeur à l'Université de Toronto depuis 1968. Deux spécialistes des questions urbaines se joignent à l'équipe, l'un travaillant sur le Moyen-Orient, Mikhaël Elbaz; l'autre sur la France, Huguette Dagenais. Bernard Arcand, professeur à l'Université McGill depuis 1972, s'ajoute aux spécialistes de l'Amérique latine; Pierre Durand et Marie France Labrecque viennent compléter les recherches latino-américaines en 1977. François Trudel, un spécialiste des Inuit, appellation qui remplace le terme Esquimaux, complète l'expertise sur le Nord. Enfin, deux spécialistes de l'anthropologie du Québec (on parle moins du Canada français contrairement aux recherches à la Faculté des lettres), Lise Pilon-Lê et Claude Bariteau, se joignent au département.

Bien que le Département d'anthropologie de l'Université Laval n'ait pas adopté le modèle boasien des quatre sous-champs disciplinaires, il a assuré des enseignements en ethno linguistique avec les spécialistes Renaud Santerre, Gerry McNulty et Louis-Jacques Dorais; en anthropobiologie, Jean-Jacques Chalifoux; en archéologie préhistorique, Nancy Schmitz.

Les choix d'Yvan Breton et de son équipe répondent aussi aux attentes des étudiants qui demandent des cours de nature théorique sur le matérialisme historique et le structuralisme. À ce moment, les cours

d'anthropologie sont parfois donnés par deux, trois ou même quatre professeurs selon différentes formules. Les clivages théoriques entre matérialisme historique d'un côté, et structuralisme et symbolisme de l'autre, sont présents au sein même des cours où les étudiants peuvent apprécier les positions divergentes sur un même sujet.

Les étudiants bénéficient également de la rencontre de trois traditions intellectuelles. Les traditions britanniques, françaises et américaines se côtoient, marquant parfois des différences aussi importantes que celles qui séparent le marxisme du structuralisme. Cette coprésence des traditions intellectuelles pourrait bien être, dès lors, la force des enseignements et des recherches menées en anthropologie à l'Université Laval et au Québec. À contrario, un professeur non aligné est alors remis en cause. Se posant comme anti-marxiste sans être structuraliste, Gérard L. Gold, qui a été au département entre 1974-1976, est contesté par les étudiants qui exigent sa démission, ce qui le pousse à partir pour Toronto.

Très peu présent au département ces années-là, Marc-Adélarde Tremblay échappe à ce type de contestation; il est directeur de l'École des gradués de 1971 à 1980. Renaud Santerre mène une autre lutte politique et obtient le poste de doyen de la Faculté des sciences sociales de 1976 à 1980 avec Michel Audet comme vice-doyen, un poste nouvellement créé.

À la fin de l'année 1976-1977, le Département d'anthropologie dirigé par Louis-Jacques Dorais compte 497 étudiants à temps plein, dont 442 au premier cycle et 20 professeurs réguliers. Avant la fin de 1977, Pierre Durand et Marie France Labrecque viennent porter le compte à 22 professeurs. Vraisemblablement, les anthropologues et le Département d'anthropologie ont pris une place non prévue au sein de l'Université Laval et même à l'échelle internationale.

PARTAGE DES POUVOIRS, CONTEXTE DE LA RECHERCHE ET DIFFUSIONS SCIENTIFIQUES, 1976-1983

Dès 1973, le nombre d'étudiants, plus de 200, rend difficile la participation directe de tous à la vie départementale, ce qui avait pourtant été une caractéristique des premières années du département. En 1975-1976, on crée une *Association des étudiants en anthropologie* afin de donner du poids aux volontés étudiantes. À l'automne 1976, on s'achemine vers la création d'un conseil départemental paritaire (professeurs et étudiants), mais la grève des professeurs et la signature d'une première convention collective remettent en question le partage des pouvoirs. Les années qui suivent sont caractérisées par le militantisme syndical et une certaine agitation de nature politique. Cette agitation mène, entre autres, au retrait temporaire des étudiants de toutes les instances où ils siègent : comité de programme du premier cycle; comité des programmes de 2^e et 3^e cycles; comité du Laboratoire. Le Département d'anthropologie est, par ailleurs, l'un des premiers à prévoir l'élection de son directeur par deux collèges électoraux paritaires : professeurs d'un côté, étudiants et personnel de soutien de l'autre.

En dehors des cadres structurels du Département d'anthropologie, les étudiants formés à l'anthropologie à l'Université Laval, au cours des années 1960 et 1970, ouvrent un nouveau marché de l'emploi. Les étudiants gradués occupent des postes en dehors des universités, dans des cégeps, qu'on pense à Jean-Noël Tremblay, Denis Blondin, Carlos Manzi; mais aussi comme consultants dans diverses sphères de la recherche, appliquée ou non, gouvernementale ou non, mentionnons Jean-Noël Tremblay, Pierre Joubert et Serge Bouchard, par exemple. Avec l'élection au pouvoir de René Lévesque et du Parti Québécois en 1976, plusieurs nouveaux postes s'ouvrent dans la fonction publique. Le nationalisme

étatique amène la haute administration à subventionner davantage les études québécoises et provoque la multiplication de terrains proches pour les anthropologues.

Déjà avant l'élection de 1976, plusieurs étudiants et quelques professeurs, tant à l'Université Laval qu'à l'Université de Montréal, considèrent l'anthropologie comme l'un des fers de lance de la révolution nationale marxiste-léniniste, et la recherche au Québec, par des anthropologues québécois, en est une conséquence logique. Ce contexte socioéconomique et sociopolitique est sous-jacent au manuel d'enseignement de l'anthropologie «purement québécois» intitulé *Perspectives anthropologiques. Un collectif d'anthropologues québécois*, publié en 1979, mais conçu dès novembre 1974. Jusque-là on utilisait, au cégep comme à l'université, des manuels américains, parfois traduits en français, et quelques manuels français.

En plus des recherches de Claude Bariteau et de Lise Pilon-Lê en Beauce, Renaud Santerre et Yvan Breton font littéralement un retour à la maison dans leur Bas-St-Laurent natal, le premier à Saint-Michel-du-Squateck, le second dans le comté de Bellechasse. Les recherches autant en Beauce qu'au Bas St-Laurent donnent lieu à plusieurs mémoires de maîtrise. À son arrivée au département, Huguette Dagenais prend en charge le projet de Gérard L. Gold qui quitte le département. Ce projet, qui dure de 1976 à 1979 et qui produit trois mémoires, porte sur le thème des réseaux sociaux et de la territorialité dans le quartier Limoilou de Québec. Parallèlement, des recherches sur les minorités ethniques prennent un essor considérable au-delà des travaux de Nancy Schmitz menés, depuis les années 1960, sur les communautés irlandaises et anglophones de Québec; Mikhaël Elbaz travaille sur les communautés juives de Montréal; Louis-Jacques Dorais et Lise Pilon-Lê sur les communautés vietnamiennes et cambodgiennes au Québec; Jean-Jacques Chalifoux sur les anglophones de Québec. Au début des années 1980, Marie France Labrecque explore des terrains chez les Atikamekw et les Montagnais. Enfin, le mouvement de remise en question de l'anthropologie, à titre de fille du colonialisme, et les projets d'intervention en milieux autochtones des gouvernements fédéral et provincial suite au Livre blanc de 1969, et du projet hydroélectrique de la Baie-James de 1971, amènent les anthropologues de l'Université Laval à s'impliquer collectivement.

Cet engagement se traduit par un vaste programme départemental, PROPONORD, 1976, qui vise précisément une implication critique des anthropologues face à l'intervention étatique et à l'industrialisation des populations nordiques du Québec-Labrador. Toutefois, la proposition sous-jacente de fusionner toutes les sciences sociales en une seule science marxiste va à l'encontre du cloisonnement disciplinaire de la Faculté des sciences sociales et la proposition, comme le programme de recherche, doit être abandonnée en tant que projet départemental. En amont et en aval, on compte les implications de Bernard Arcand qui entame, dès 1974, une recherche sur l'image des Amérindiens dans les manuels scolaires du Québec en collaboration avec Sylvie Vincent. Cet ouvrage sera publié en 1979. À partir de 1976, Paul Charest s'implique dans les revendications territoriales des Atikamekw et des Montagnais et les négociations menées auprès des gouvernements du Canada et du Québec. Yvan Breton, au début des années 1980, revient sur la basse Côte-Nord du St-Laurent, après des recherches au Venezuela et au Mexique, pour sensibiliser les intervenants gouvernementaux aux pratiques et aux compétences des Nord-côtiers.

Si de nouveaux projets de recherche se développent au tournant des années 1980, d'autres se terminent. C'est le cas du Projet Côte-Nord, 1965-1975, codirigé par Marc-Adélar Tremblay et Paul Charest, et du Projet sur la transmission des savoirs dirigé par Renaud Santerre de 1968 à 1982, date de la publication d'un ouvrage collectif. Le projet de Pierre Beaucage sur l'Amérique latine, débuté en 1968, est repris et

élargi suite à son départ du Département en 1971 à travers les recherches d'Yvan Breton, Marie France Labrecque et Pierre Durand, qui quitte toutefois en 1982. Ils vont poursuivre une tradition de recherches latino-américaines qui va contribuer à former de nombreux étudiants des trois cycles et cela, en étroite collaboration avec les intellectuels latino-américains qu'ils contribuent à former. L'importance d'une collaboration avec les personnes étudiées se retrouve également dans le projet sur les Inuit initié par Bernard Saladin d'Anglure à partir de 1967, mais à travers la recherche de nouveaux espaces de communication, de revendication et de diffusion.

Tandis que les amérindianistes publient, depuis 1971, dans la revue *Recherches Amérindiennes au Québec*, les spécialistes des Inuit et les Inuit eux-mêmes n'ont au Québec aucun moyen réel de communication et de revendication. Dès 1974, en collaboration étroite avec les Inuit, Bernard Saladin d'Anglure, Louis-Jacques Dorais et le chercheur inuk Jimmy Mark créent une corporation sans but lucratif indépendante de l'Université Laval, l'*Association Inuksiutiit Katimajit inc.* En 1977, cette association met sur pied la revue *Études/Inuit/Studies* et la revue *Inuksiutiit allaniagait*, cette dernière entièrement rédigée en inuktitut. Le but de la création de ces différents véhicules est de donner la place qui revient aux Inuit dans les débats politiques et théoriques, mais aussi d'assurer « un retour des données » par le moyen d'instruments de réflexion et de communication.

Par ailleurs, le Département d'anthropologie de l'Université Laval songe à s'insérer dans le monde de l'édition et à fonder une revue générale d'anthropologie sans parti pris thématique, ethnographique ou théorique. Suite à la parution d'un premier *Cahier d'anthropologie* en 1976, sous la direction de Louis-Jacques Dorais, Yvan Simonis décide de fonder une revue scientifique autonome intitulée *Anthropologie et Sociétés*. Il en est le rédacteur de 1977 à 1987, moment où Mikhaël Elbaz le remplace. La revue publie trois numéros par année depuis sa fondation et acquiert rapidement le statut de deuxième revue francophone d'anthropologie en importance dans le monde après la revue *L'Homme*, fondée par Claude Lévi-Strauss. En tant que responsable de l'édition au département qu'il dirige de 1978 à 1981, Yvan Simonis s'occupe également de la collection de documents, travaux et rapports de recherche du Laboratoire de recherches anthropologiques. Depuis les années 1960, ce laboratoire organise l'infrastructure nécessaire à une recherche efficace, administre et anime le centre de documentation et les importantes collections d'objets divers (vêtements, outils, sculptures et autres), qui constituent l'embryon d'un musée ethnographique.

La consécration du rayonnement scientifique du Département d'anthropologie vient en 1983 alors que l'Union internationale des sciences anthropologiques et ethnologiques décide de tenir la première partie de son congrès à l'Université Laval, soulignant par-là l'importance et la qualité des travaux qu'on y retrouve.

RÉSEAUX DE RECHERCHE, EFFECTIFS ÉTUDIANTS ET PERTINENCE DE LA DISCIPLINE, 1983-1987

Le Département d'anthropologie demeure en pleine expansion tout au long de la décennie 1980. La fécondité de la production scientifique du département s'appuie sur les recherches de terrain en Amérique latine, en Afrique, au Moyen-Orient, en Mélanésie et au Québec, et se nourrit des développements théoriques. Le féminisme, comme approche théorique, et la question des rapports sociaux de sexe, au plan thématique, s'implantent. Les professeurs publient des rapports de recherche,

des livres et des articles scientifiques dans les revues savantes en Amérique du Nord, en Europe et ailleurs; les étudiants soutiennent des mémoires de maîtrise et des thèses de doctorat sous leur direction. Les professeurs du département contribuent également à fonder des associations savantes et des groupes de recherche, disciplinaires et interdisciplinaires. À titre d'exemple d'associations disciplinaires qui émergent au tournant et au début des années 1980, mentionnons la *Société canadienne d'anthropologie*, la *Société d'anthropologie appliquée au Canada* et l'*Association canadienne d'anthropologie médicale* (auxquelles Marc-Adélar Tremblay a largement contribué). Ces associations trouvent à leur base des groupes de recherche interuniversitaires comme le *Groupe de recherche en anthropologie médicale et ethnopsychiatrie*(GIRAME), fondé dès 1974, qui réunit des chercheurs des grandes universités québécoises : Université de Montréal, Université McGill, Université du Québec à Montréal et Université Laval. Marc-Adélar Tremblay et Serge Genest s'y joignent.

Cette mise en place de réseaux scientifiques disciplinaires se réalise dans les divers autres champs de spécialisation du département: anthropologie maritime et écologique, avec Yvan Breton et Paul Charest; anthropologie du vieillissement avec Renaud Santerre; anthropologie économique et du développement avec Claude Bariteau et Marie France Labrecque; ethnomédecine avec Serge Genest; ethnohistoire avec François Trudel; ethnolinguistique avec Gerry McNulty et Louis-Jacques Dorais; ethnicité urbaine et minorités avec Mikhaël Elbaz, Jean-Jacques Chalifoux et Nancy Schmitz; études rurales avec Lise Pilon-Lê.

Aux associations et aux groupes disciplinaires interuniversitaires, il faut ajouter les groupes de recherche et de discussion interdisciplinaires internationaux. De tels groupes interdisciplinaires existent depuis longtemps selon les aires culturelles (*area studies*): les africanistes, les mélanésianistes, les amérindianistes, les américanistes, etc. Des groupes se sont aussi formés selon des thématiques : le groupe international de discussion sur les chasseurs-cueilleurs fréquenté par Bernard Arcand et Bernard Saladin d'Anglure; ou les approches théoriques : on pense aux réseaux internationaux sur l'approche symbolique, le structuralisme et la sémiotique auxquels sont associés respectivement Éric Schwimmer, Yvan Simonis et Pierre Maranda. C'est ce dernier qui a cofondé, en 1970, avec A. J. Greimas, T. Sebeok et U. Eco, le Centre international de linguistique et de sémiotique d'Urbino en Italie.

La création de nouveaux groupes interdisciplinaires va rapidement être associée au décloisonnement des disciplines. Cette ouverture à l'interdisciplinarité se manifeste, par exemple, dans le groupe de discussion en anthropologie maritime mis sur pied au département par Yvan Breton. Des biologistes, des économistes, des techniciens et des administrateurs du secteur des pêches participent activement à ces activités. Deux importants groupes de recherche interdisciplinaires sont aussi fondés par des professeurs du département, soit le Groupe de recherche multidisciplinaire féministe (GREMF) en 1983 et le Groupe d'études inuit et circumpolaire (GÉTIC) en 1987.

Huguette Dagenais est membre fondatrice et première responsable du GREMF qui publie *Le Cahier de recherche du GREMF*. Pour donner un espace international de diffusion scientifique au féminisme, Huguette Dagenais va ensuite cofonder, en 1988, la revue *Recherches féministes*.

Bernard Saladin d'Anglure, en collaboration avec Louis-Jacques Dorais et d'autres collègues, met sur pied le GÉTIC en novembre 1987, suite à la décision du Centre d'études nordiques de se retirer du champ des sciences humaines. Le GÉTIC permet un nouvel ancrage institutionnel et un élargissement du projet d'ethnographie des Inuit initié par Bernard Saladin d'Anglure dès 1967. Il vient également en appui au nouveau certificat en études autochtones créé en 1986 par François Trudel et souligne l'importance des recherches autochtones au département.

Les étudiants profitent pleinement de ces réseaux et groupes de recherche dans lesquels ils s'insèrent pour produire une quantité importante de mémoires et de thèses. Avec les professeurs impliqués, ils favorisent la diffusion de l'anthropologie en dehors de la sphère disciplinaire.

L'expansion des recherches anthropologiques et la mise en place de réseaux interuniversitaires et interdisciplinaires combinés à la stabilité des effectifs professoraux favorisent la discipline mais la vie départementale est secouée de l'extérieur. Les membres du département doivent en effet justifier, une fois de plus, la pertinence de l'anthropologie à l'Université Laval. Le doyen de la Faculté des sciences sociales qui succède à Renaud Santerre, André Beaudoin, déclare en 1983 que le Département d'anthropologie accueille à présent trop peu d'étudiants pour espérer couvrir ses frais. Selon lui, l'anthropologie comme discipline ne convient plus au monde moderne et devrait disparaître. Ces propos étonnants doivent être expliqués.

L'échec du projet départemental PROPONORD, qui aurait pu permettre à l'anthropologie lavalloise de jouer un rôle majeur dans la vie québécoise en proposant une critique de fond de nos institutions et de nos pratiques économiques, en découragea plusieurs. Cet échec a encouragé des propos autodestructeurs sur la discipline, propos qui ont été radicalisés comme credo par plusieurs étudiants. Les « Journées anthropologiques » organisées par les étudiants en 1978, année d'une grève générale étudiante, et les documents qui suivirent contribuèrent à forger une attitude très négative envers l'anthropologie. On en parle comme d'une science produisant un savoir social du pouvoir qui doit être remis en question. Jean Copans invité à titre de professeur considère à cette époque que, pour l'anthropologue, la lutte des classes « c'est tout à la fois la destruction de l'impérialisme et de l'anthropologie ».

À cette crise interne à la discipline, il faut ajouter les difficultés de trouver des débouchés pour la profession d'anthropologue, face au nombre grandissant de diplômés en anthropologie. Créer un marché de l'emploi, comme le suggérait le collectif de 1970, n'est pas chose aisée et demande de la part des départements des stratégies efficaces. La victoire relative de Fernand Dumont est d'avoir défini, dès 1974, la sociologie comme la science qui étudie les conflits entre les idéologies. Cela a contribué à ce que ce soient des sociologues et non des anthropologues qui occupent la plupart des postes de l'Institut québécois de la recherche sur la culture créée par le gouvernement du Parti québécois. Ce parti, comme bon nombre de québécois, recherchait la science qui allait expliquer le conflit idéologique entre les cultures francophones et anglophones. La convergence de la sociologie avec le pouvoir en place favorise ses diplômés une fois sur le marché de l'emploi. À cette époque, cependant, les inscriptions en sciences sociales connaissent une baisse, et il en va de même pour l'anthropologie.

Face à cette conjoncture et après la déclaration du doyen Beaudoin, les professeurs du département vont adopter différentes positions. Yvan Simonis lance en 1981, dans la foulée du 10^e anniversaire du département, une enquête sur les diplômés des départements d'anthropologie du Québec. Les résultats de cette étude conduisent à des propositions pour agir sur le marché de l'emploi des anthropologues; malheureusement, les effets réels sont prévus prendre une dizaine d'années. Parmi les propositions, on mentionne qu'il faut établir de nouvelles relations entre les départements d'anthropologie, avec les associations professionnelles, avec les étudiants, et avec la société, de manière à créer un nouvel espace pour les anthropologues. Dans ce processus d'appropriation du marché du travail, les départements d'anthropologie devraient préciser leur rôle, leur identité et leurs objectifs de formation.

C'est dans le double contexte des critiques du doyen et des actions à entreprendre pour agir sur le marché de l'emploi qu'est formé, à l'Université Laval, un Comité des orientations du Département

d'anthropologie. Ce comité est composé des professeurs Éric Schwimmer, Claude Bariteau, Bernard Saladin d'Anglure et Marc-Adélar Tremblay, et des étudiants François Chabot, Polly Dritsas, Jean-Pierre Garneau, Claude Lanouette et Chantal Lunardi.

Les propositions du Rapport préliminaire du comité, déposé en 1984, suggèrent un principe unificateur pour le Département d'anthropologie. Il faut montrer que l'anthropologie produit des savoirs et des méthodes particulières et qu'il est impératif pour une société de s'en prévaloir. Pour atteindre ces objectifs, le Comité propose de prendre le terrain comme base disciplinaire distinctive, non seulement pour contempler « l'Autre », ailleurs et ici, mais pour établir des savoirs transculturels qui permettraient de penser autrement la définition d'un « soi national ». L'anthropologie lavalloise se situerait dans cette brèche et aurait comme rôle, modeste et limité, « d'ouvrir des fenêtres quand il y a une odeur de renfermé dans la maison ». Pour montrer que la société québécoise doit se prévaloir de cette compétence particulière des anthropologues d'être des passeurs de frontières qui n'ignorent pas les frontières, le Comité propose de faire connaître les « fenêtres que notre département a déjà ouvertes et celles qu'il est en train d'ouvrir » autant dans sa propre société qu'à l'international. Il s'agit aussi, par-là, de rendre explicites les compétences des anthropologues pour le marché du travail et d'intéresser les étudiants à venir étudier en anthropologie à l'Université Laval.

D'autres actions, en amont et en aval, sont prises. Pour contrer la baisse des effectifs étudiants et faire mieux connaître l'anthropologie, Nancy Schmitz, directrice de 1982 à 1985, et Jean-Jacques Chalifoux vont faire de la promotion dans les cégeps.

C'est dans ce contexte que Serge Genest, directeur du département de 1985 à 1989, édite, en 1985, l'ouvrage collectif *La passion de l'échange: terrains d'anthropologues du Québec*. Onze des treize auteurs sont professeurs à l'Université Laval, tous sont des francophones nés au Québec. Les auteurs, sollicités dès 1981-1982, y racontent, de façon simple et honnête, la pratique quotidienne de l'anthropologie de terrain à partir de leur expérience au Québec et dans divers endroits du monde, de l'Acadie aux Îles Salomon en passant par la Colombie et le Cameroun. L'ouvrage sert non seulement de manuel de cours, mais vise à rendre l'anthropologie sociale et culturelle accessible à un large public.

Bernard Arcand répond aux critiques du doyen Beaudoin en s'interrogeant sur « ce qui préoccupait ce 'monde moderne' que semblait connaître le doyen ». Il débute, dès 1983, ses recherches sur la pornographie qui vont contribuer, presque dix ans plus tard à rendre plus visible l'apport des anthropologues au sein de la société.

Parallèlement, dès 1985, les jeunes médecins de l'Université Laval demandent, dans la crise du SIDA, un complément de formation sur la question de la sexualité. On procède à la création d'un certificat interdisciplinaire sur la sexualité humaine, où doivent coexister la médecine, la psychologie, l'histoire et l'anthropologie. La Faculté des sciences sociales est approchée; le doyen Hubert Laforgue, qui a succédé à André Beaudoin, connaît les recherches de Bernard Arcand sur la pornographie. Ce dernier crée le cours *Sexualité et cultures* au Département d'anthropologie, qui accueille, dès lors, de nombreux étudiants de partout sur le campus. Dans une même logique d'interdisciplinarité, des programmes en études internationales avec Marie France Labrecque et en muséologie avec Nancy Schmitz sont créés. Les cours d'anthropologie sont rapidement vus comme un complément dans une formation interdisciplinaire.

En effet, les cours d'anthropologie contribuent, de plus en plus, à de nouveaux programmes à titre de cours obligatoire dans certains cas ou au choix pour l'ensemble de la communauté universitaire. C'est l'époque du décloisonnement disciplinaire où l'interdisciplinarité est valorisée, les programmes d'étude

multipliés, et où les étudiants sont tenus de suivre des cours hors programme. Ce contexte organisationnel change graduellement le paysage des salles de classe où des étudiants de divers programmes côtoient les étudiants en anthropologie. L'important n'est plus tellement de s'identifier théoriquement, à titre de marxistes, de structuralistes ou de féministes, mais de s'identifier par ses intérêts individuels. Les choix de cours en anthropologie se sont multipliés et diversifiés énormément depuis 1970, et les cheminements se sont personnalisés, reflétant au passage la pluralité des projets de recherche et la myriade de points de vue qu'adoptent à ce moment les professeurs du département. Cet éclatement peut être mis en lien avec la défaite des souverainistes au référendum de 1980 et la chute du mur de Berlin en 1989, deux événements qui ont fait voler en éclat les récits unificateurs.

CONTINUITÉ DE L'ANTHROPOLOGIE LAVALLOISE, ENGAGEMENT SUR LA PLACE PUBLIQUE ET TRANSITION EN CONTEXTE D'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE, 1987-2001

Il y a, pendant près de 10 ans, une grande stabilité dans le corps professoral du département. Lorsque Chantal Collard quitte, un poste est ouvert pour la première fois depuis des années. La nouvelle venue, engagée en 1987, incarne elle aussi la rencontre des traditions intellectuelles qui donnent sa singularité à l'anthropologie enseignée à l'Université Laval et au Québec. Marie-Andrée Couillard a étudié l'anthropologie à Hawaï dans la tradition américaine, en Malaisie dans la tradition britannique et en France dans la tradition française, avant de soutenir sa thèse au département et de se joindre au corps professoral. L'Asie du Sud-Est devient un nouvel espace de recherche et d'enseignement au département. Louis-Jacques Dorais et Lise Pilon s'intéressent à l'immigration; Serge Genest au Sud-Est asiatique continental et Marie-Andrée Couillard à l'Insulinde.

Cette nouvelle professeure est aussi porteuse d'une autre tradition, celle des doubles terrains ethnographiques. Elle crée au Centre Sahel un groupe de recherche sur les femmes et le développement après 15 années de recherche sur la Malaisie. Elle poursuivra ensuite des recherches au Québec avec des organismes communautaires de femmes explorant leur rapport à l'État.

Serge Genest initie, en 1988, le Groupe d'études et de recherches sur l'Asie contemporaine (GÉRAC) après avoir ouvert un nouveau terrain de recherche en Thaïlande sur la question du SIDA. Il avait, jusque-là, été réputé pour ses recherches en ethnomédecine et sur les systèmes médicaux au Cameroun et au Québec.

Au cours de la décennie 1990, Paul Charest, devenu spécialiste des études d'impacts des barrages hydroélectriques, fait un retour en milieu africain au Mali, après le Sénégal et le Rwanda dans les années 1960, sans délaisser pour autant ses recherches amérindiennes.

Bernard Saladin d'Anglure entame pour sa part des recherches comparatives sur le chamanisme en Amazonie péruvienne tout en continuant ses recherches chez les Inuit

Éric Schwimmer poursuit des études comparatives entre la Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'Indonésie et le Québec, notamment au sujet des minorités nationales.

Yvan Breton fait littéralement le tour du monde avec ses recherches en anthropologie maritime, séjournant au Québec, au Mexique, au Costa Rica, dans l'ensemble des Caraïbes, au Brésil, à Madagascar et en Nouvelle-Zélande.

Sylvie Poirier, engagée en 1993 pour pourvoir le poste d'Éric Schwimmer qui a pris sa retraite, poursuit des recherches auprès des Aborigènes australiens, puis des Atikamekw du Québec, dans les domaines de l'anthropologie du rêve et des revendications politiques et territoriales.

L'importance accordée à une double carrière ethnographique se maintient avec l'engagement de Raymond Massé en 1994. Il mène ses recherches en anthropologie de la santé au Québec et dans la Caraïbe.

Francine Saillant, arrivée au département en 1996, développe des recherches dans le domaine de la santé, au Québec, mais aussi en France, puis au Brésil.

Marie France Labrecque poursuit ses recherches en économie politique féministe au Mexique et en Colombie.

Jean-Jacques Chalifoux continue ses recherches sur l'ethnicité en Guyane et au Maroc.

L'engagement des professeurs se manifeste aussi dans l'organisation, par Marie France Labrecque, d'un atelier international sur les femmes et le développement impliquant des collègues du département. La formule de cet atelier, financé par l'ACDI et le CRDI en 1990, 1991 et 1995, rassemble des chercheuses dans des institutions et des organismes nationaux du Québec, du Canada, de l'Amérique latine, de l'Afrique et de l'Asie. Il vise à consolider leurs compétences en recherche en tenant compte des rapports sociaux de sexe. Elles sont par ailleurs habilitées, à la suite de l'atelier, à présenter des projets de recherche susceptibles de financement par des organismes subventionnaires internationaux.

Huguette Dagenais pousse cette formule plus loin en s'impliquant, depuis 1998, dans des projets qui poursuivent ces mêmes objectifs, cette fois auprès de participantes et participants du Vietnam. Elle continue ainsi sa tradition de recherche féministe menée dans la Caraïbe, en France, au Québec et au Sénégal.

Des professeurs du département choisissent de se concentrer sur un seul terrain de recherche au Québec : François Trudel sur l'aire Inuit et les autochtones; Lise Pilon sur les biotechnologies agraires; Claude Bariteau sur le nationalisme.

Mikhaël Elbaz, après avoir travaillé avec Yvan Simonis à la fin des années 1980 sur le droit et l'institution, à partir des réflexions de Pierre Legendre, poursuit ses recherches sur les minorités ethniques, principalement en rapport au droit canadien et à la loi sur le multiculturalisme.

Les professeurs du département contribuent à former un nombre important d'anthropologues diplômés de maîtrise et de doctorat durant la décennie 1990.

Ce panorama des recherches menées au Département d'anthropologie durant la décennie 1990 montre les forces d'un département dont la très grande majorité des professeurs est en fin de carrière. Ayant été engagés massivement entre 1974 et 1977, ils quittent les uns après les autres. Par ailleurs, plusieurs poursuivront leurs recherches au-delà de la retraite.

Pour souligner l'héritage laissé par les anthropologues de l'Université Laval, des activités sont organisées en 1990 pour célébrer le 20^e, puis en 1995, le 25^e anniversaire de la création du département. Un ouvrage collectif intitulé *La construction de l'anthropologie québécoise. Mélanges offerts à Marc-Adélar Tremblay*, est colligé sous la direction de François Trudel, Paul Charest et Yvan Breton.

Pour mieux faire connaître l'anthropologie et les anthropologues de l'Université Laval, un projet d'entrevues télévisées est également mis sur pied sous la responsabilité de Lise Pilon à titre de responsable du laboratoire anthropologique. Entre 1996 et 1998, la série télévisée *Portraits d'anthropologues québécois* présente le parcours de six professeurs du département: Marc-Adélar Tremblay, Pierre Maranda, Gerry McNulty, Yvan Simonis, Bernard Saladin d'Anglure et Paul Charest. Ces entretiens sont toujours diffusés sur le Canal Savoir.

La diffusion de la pertinence de l'anthropologie dans et pour le monde actuel est amorcée, au début des années 1990, par la publication du livre *Le Jaguar et le Tamanoir - Vers le degré zéro de la*

pornographie de Bernard Arcand. Entre 1992 et 1996, Bernard Arcand et Serge Bouchard entreprennent la série d'émissions de radio *Le lieu commun* publiée par la suite en plusieurs livres intitulés *Les lieux communs*, tous très populaires. Ils écrivent, par ailleurs, une chronique d'humeur intitulée *Bien vu!* dans la revue scientifique *Québec Science*.

L'engagement des anthropologues de l'Université Laval sur la place publique concerne aussi d'autres enjeux. Au plan international, Marie France Labrecque et Huguette Dagenais s'impliquent et publient sur la problématique femmes et développement. Mikhaël Elbaz engage un dialogue de longue durée avec un ancien prisonnier politique, le célèbre opposant marocain Abraham Serfaty. Cet échange donnera lieu à une publication sous forme de livre en 2001, sous le titre *L'Insoumis, Juifs, Marocains et rebelles*. Cet engagement se manifeste aussi auprès des communautés autochtones. Depuis 1976, Paul Charest s'implique activement auprès des Atikamekw et des Montagnais en tant que conseiller scientifique, les appuyant dans leurs revendications politiques et territoriales. À l'échelle canadienne, dès le milieu de la décennie 1980, Marc-Adélar Tremblay évoque le « réveil amérindien » qui remet sérieusement en question la tutelle du gouvernement. En 1992 et 1993, Bernard Saladin d'Anglure réalise, avec F. Morin et Pierre-Gerlier Forest, un projet de recherche sur l'autonomie politique avec, comme partenaire, la Conférence Inuit circumpolaire et le Comité constitutionnel du Nunavut. La Commission du Nunavik (1999-2001), dont fait partie Marc-Adélar Tremblay, recommande d'ailleurs un statut d'autonomie gouvernementale pour les Inuit du Nord-du-Québec.

L'autonomie du Québec constitue une question qui préoccupe également les anthropologues de l'Université Laval. Dès le début des années 1990, le nationalisme québécois reprend de la vitalité pour aboutir en 1995 à un deuxième référendum en vue de l'indépendance du Québec. Claude Bariteau multiplie les interventions dans les journaux, jusqu'en France dans *Le monde diplomatique*, et fait des conférences sur le nationalisme et la souveraineté du Québec.

Éric Schwimmer, en collaboration avec Michel Chartier, mène en Mauricie un travail ethnographique sur les positions des Québécois face à la question référendaire. Dans une perspective comparative entre l'Indonésie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Nouvelle-Zélande, et le Québec, Éric Schwimmer publie, tout juste avant le référendum, *Le Syndrome des Plaines d'Abraham*, considéré comme « une bouffée d'air frais dans un débat devenu étouffant ».

Suite à la seconde défaite des souverainistes, Claude Bariteau publie, en 1998, sa conception civique du Québec dans *Québec, 18 septembre 2001: le monde pour horizon*. Il publie un manifeste en 2002 *Sortir le Canada du Québec* avec André Campeau, Hugues Leclair, Marcel Lefebvre et Martin Pelletier. Ces actions rappellent la mission que s'était donnée le département, en 1984, « d'ouvrir des fenêtres quand il y a une odeur de renfermé dans la maison »!

Pendant ce temps, le climat social change rapidement. L'économie est maintenant au centre des discours; tout semble pouvoir se monnayer; on invoque les coupes budgétaires et la nécessité d'un désengagement de l'État. Dans ce contexte morose, le Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport introduit les « contrats de performance » qui viennent encadrer le financement des universités québécoises. Cette idée de performance s'applique pourtant mal à un contexte universitaire où c'est la qualité de la formation qui doit primer. À cette fin, on réclame en vain des postes de professeur, qui ne sont plus remplacés lors des retraites. Un seul nouveau poste est obtenu en 2001, celui de Manon Boulianne qui travaille sur la thématique de la paysannerie au Mexique.

Alors qu'on parle de « part de marché », de « clientèle étudiante », les universités sont mises en compétition et multiplient les programmes multidisciplinaires. L'étudiant devient peu à peu un

consommateur de services qu'il juge souvent plus en fonction de leur rentabilité sur le marché du travail que sur la solidité de la formation. L'université devient une entreprise dont il faut assurer la bonne gestion. Invoquer le métier de professeur et la culture universitaire semble anachronique.

Le Département d'anthropologie vit cette période avec grande difficulté puisque les départs à la retraite se multiplient avec les incitatifs financiers, sans possibilité de renouvellement. Il passe de 20 professeurs en 1997 à 15 en 2002, et à 12 en 2010. Pourtant, les effectifs étudiants et les débouchés pour les diplômés ont augmenté significativement depuis 1990.

Les étudiants du département défendent différents enjeux, dont la gratuité scolaire. Davantage mobilisés depuis 1996, année où ils ont mené une grève générale, les étudiants manifestent leur opposition devant ces compressions. Ils expriment aussi leurs inquiétudes face à la politique de non-renouvellement des postes de professeur. Des rumeurs circulent et les étudiants réclament, au tournant du millénaire, une assemblée départementale, inquiets de l'avenir du département. Une fois de plus, malgré l'adversité ambiante, le Département d'anthropologie reste bien en place et se défend.

NOUVEAUX HORIZONS, 2001-2010

Suite au départ à la retraite de Nancy Schmitz, directrice du département de 2000 à 2002, Raymond Massé devient directeur et sollicite de nouveaux postes de professeur. Pendant son mandat, de 2002 à 2007, il réussit à obtenir six postes de professeur alors que 11 professeurs ont pris leur retraite entre 2000 et 2006.

Une tradition de la Faculté des sciences sociales veut qu'on favorise l'embauche d'anciens étudiants de la FSS allés parfaire leur formation à l'étranger. Toutefois, au fur et à mesure que les départements de la faculté acquièrent un statut international, l'engagement de ses propres diplômés devient possible. Au Département d'anthropologie, plusieurs nouveaux professeurs possèdent un Ph.D. en anthropologie de l'Université Laval, même s'ils ont acquis une expérience ailleurs : Raymond Massé, diplômé en 1983 et engagé en 1994; Marie-Andrée Couillard, diplômée et engagée en 1987; Sylvie Poirier, diplômée en 1990 et engagée en 1993; Manon Boulianne, diplômée en 1997 et engagée en 2001; Frédéric Laugrand diplômé en 1997, arrive au département en 2004.

D'autres ont un Ph.D. d'une autre université : Francine Saillant, diplômée de l'Université McGill en 1987, arrive au département en 1996; Martin Hébert, diplômé de l'Université de Montréal en 2001 et engagé en 2003; Sabrina Doyon, diplômée de l'Université McGill en 2003 et engagée en 2004; Jean Michaud, diplômé de l'Université de Montréal en 1995 et engagé en 2006; Abdelwahed Mekki-Berrada, diplômé de l'Université de Montréal et engagé en 2006; Isabelle Henrion-Dourcy, diplômée de l'Université libre de Bruxelles / École pratique des hautes études en 2004 et engagée en 2007.

La décennie 2000 permet au département de maintenir certaines orientations et d'explorer de nouveaux horizons. Avant son départ à la retraite, François Trudel élargit le mandat du GÉTIC, des études Inuit et circumpolaires à l'étude de l'autochtonie en général. Ce groupe devient, en 2002, le *Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones* (CIÉRA) auquel plusieurs professeurs du département s'affilient. Bernard Saladin d'Anglure, Louis-Jacques Dorais et Frédéric Laugrand assurent la tradition de recherche sur les Inuit tandis que Paul Charest, Martin Hébert et Sylvie Poirier maintiennent les recherches sur les communautés amérindiennes du Québec.

Les recherches latino-américaines avec Yvan Breton, Marie France Labrecque, Manon Boulianne, Martin Hébert, Sabrina Doyon et Francine Saillant, perpétuent une tradition lavalloise initiée par Pierre Beaucage.

Les recherches antillaises de Raymond Massé et de Sabrina Doyon renouvellent la préoccupation pour cette aire de recherche avec les thématiques de la santé et du postsocialisme.

La tradition africaniste est délaissée, mais Abdelwahed Mekki-Berrada travaille en Afrique du Nord, surtout au Maroc.

Les recherches en Océanie sont maintenues par Pierre Maranda et Sylvie Poirier, alors que les régions de l'Asie sont de mieux en mieux représentées : les Hautes-Terres de l'Asie continentale avec Jean Michaud; l'Inde avec Abdelwahed Mekki-Berrada; l'Himalaya, le Tibet et la Chine avec Isabelle Henrion-Dourcy s'ajoutent à la Malaisie avec Marie-Andrée Couillard et le Vietnam avec Louis-Jacques Dorais. Le Québec n'est pas en reste : Claude Bariteau travaille sur le nationalisme; Manon Boulianne sur les économies alternatives et les milieux urbains; Marie-Andrée Couillard, en étudiant le XIXe siècle canadien cherche à mieux comprendre le rapport à l'État qui s'est instauré au Québec.

Des thématiques se maintiennent et occupent une place importante, comme l'anthropologie de la santé avec Raymond Massé, Francine Saillant et Abdelwahed Mekki-Berrada.

L'anthropologie économique et celle du développement se renouvellent avec les travaux de Manon Boulianne, Sabrina Doyon et Jean Michaud.

Le féminisme et l'anthropologie politique puisent aux courants les plus actuels : l'économie politique féministe avec Marie France Labrecque; le féminisme et le développement avec Huguette Dagenais; l'approche foucauldienne avec Marie-Andrée Couillard; et l'anthropologie des conflits, de la violence et de la paix avec Martin Hébert.

Les études sur les minorités, l'immigration et les réfugiés persistent et se revitalisent avec les recherches de Mikhaël Elbaz, Louis-Jacques Dorais, Francine Saillant, Jean Michaud, Abdelwahed Mekki-Berrada et Isabelle Henrion-Dourcy.

L'anthropologie de l'environnement devient une concentration majeure des recherches du département avec les travaux de Sabrina Doyon, Martin Hébert, Sylvie Poirier, Frédéric Laugrand, Jean Michaud et Manon Boulianne, qui renouvellent les champs de l'anthropologie maritime, de l'anthropologie écologique et des études sur l'agriculture.

L'anthropologie historique devient aussi un champ de recherche privilégié et renouvelé avec Frédéric Laugrand, Abdelwahed Mekki-Berrada, Jean Michaud et Marie-Andrée Couillard.

Des domaines se développent : l'anthropologie visuelle avec Frédéric Laugrand; l'anthropologie linguistique avec Louis-Jacques Dorais; l'anthropologie du rêve avec Sylvie Poirier; l'anthropologie de l'éthique et l'ethnoéthique avec Raymond Massé; l'anthropologie des droits humains avec Francine Saillant; l'anthropologie des pratiques artistiques et des nouveaux médias avec Isabelle Henrion-Dourcy.

La revue *Anthropologie et Sociétés* célèbre, en novembre 2007, son 30^e anniversaire par la tenue d'un colloque international sur le thème *Anthropologie des cultures globalisées – Terrains complexes et enjeux disciplinaires*. Cet événement confirme son rayonnement scientifique et son apport déterminant pour l'anthropologie de langue française. Ce colloque est mené de main de maître par Francine Saillant. Des publications en découlent : en 2008, un ouvrage collectif dirigé par les doctorants Fabien Pernet et Karoline Truchon, et intitulé *Globalisation des cultures Traces, traverses et voix de jeunes anthropologues*; et en 2009, un autre ouvrage collectif dirigé, cette fois, par Francine Saillant intitulé *Réinventer l'anthropologie? Les sciences de la culture à l'épreuve des globalisations*.

Ce survol de la recherche actuelle (2001-2010) au département montre à la fois un renouvellement des thématiques passées, de nouvelles problématiques et des terrains reconfigurés. Ces changements doivent toutefois être resitués dans un contexte politique et économique précis, soit celui de l'internationalisation de la formation et des économies néolibérales. D'une part, les résultats des référendums de 1980 et de 1995 sur la souveraineté du Québec ont, à bien des égards, changé les engagements politiques du peuple québécois et ceci affecte le type de problématiques de recherche qui sera privilégié. Au Québec comme ailleurs, on voit apparaître une pléthore de discours internationalistes et globalisants sur l'environnement, l'éthique, l'humanitaire et l'appartenance citoyenne. Les visées qui ont donné naissance à la Faculté des sciences sociales ne concernent plus seulement le Québec, mais, à bien des égards, le monde entier.

À la question « Pour quelle raison avez-vous choisi les sciences sociales? » posée systématiquement à tous les étudiants de la FSS dès leur arrivée, de la fin des années 1940 au milieu des années 1960, une réponse s'imposait: "pour mieux connaître ma société et pour aider mes compatriotes à améliorer leur sort". Il est fort possible que la réponse des étudiants d'aujourd'hui soit similaire, mais avec un déplacement vers l'international.

Cette ambition existait à travers les Frères et les Pères des missions, des écoles et des universités catholiques, mais les « missionnaires laïques » d'aujourd'hui sont beaucoup plus nombreux. La promotion d'un cadre de référence universel ne se fonde plus tant sur la *Bible*, le *Manifeste du Parti communiste de Marx* ou le *Petit livre rouge de Mao*, mais sur la *Déclaration des droits de l'homme*, les droits humains, l'accès universel à la santé, à l'éducation et au travail, véhiculés par les organismes internationaux, suite à la Deuxième Guerre mondiale. Sur cette base, les étudiants d'aujourd'hui (jeunes et moins jeunes), à la FSS comme ailleurs, participent de plus en plus nombreux à des projets de développement international, de coopération internationale, et d'aide humanitaire. Les priorités politiques et économiques nationales et internationales pour un développement durable (dont la durée est littéralement indéfinie) figurent nommément parmi les priorités actuelles de l'Université Laval.

Cette volonté institutionnalisée s'inscrit dans un cadre politique postcolonial et dans un contexte économique néolibéral. Les gouvernements occidentaux n'entendent cependant pas se porter garants du financement ni de la formation exigée pour mettre ce projet en œuvre. Ceci se manifeste dans les politiques de restrictions budgétaires et les formules variables de financement de l'éducation supérieure au Québec, comme ailleurs. Les administrateurs qui doivent boucler leur budget sollicitent de plus en plus le secteur privé et les dons, notamment pour soutenir les instituts, les chaires et les centres de recherche. L'étau se resserre sur les universités qui ne peuvent augmenter les frais de scolarité et voient les frais afférents plafonner. Depuis 2009, l'Université Laval a opté pour le non-report des soldes dans toutes les unités afin d'équilibrer son budget, il devient donc impossible de planifier des projets à long terme.

Face à ce contexte, les anthropologues et le Département d'anthropologie ont adopté différentes stratégies. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication occupent une place importante dans ces stratégies, à la fois pour établir de nouveaux réseaux de recherche et pour pallier aux compressions budgétaires. Dès les années 1990, les anthropologues de l'Université Laval ont été à l'avant-garde dans ce domaine. Précurseur en informatique, Pierre Maranda débute en 1995, avec la collaboration de Sylvie Poirier et de Christine Jourdan de l'Université Concordia, la constitution d'une encyclopédie culturelle de la Mélanésie. Elle devient, en 1999, l'*Encyclopédie culturelle hypermédia de l'Océanie* (ÉCHO). Le projet vise à permettre à des chercheurs, à travers le monde, d'échanger dans le

cadre d'un collège électronique sur internet. Les réunions annuelles et les assemblées de plusieurs associations savantes sont de plus en plus organisées sur le réseau de communication informatique; la participation virtuelle, dès la fin des années 1990, de Nancy Schmitz à l'Association canadienne d'ethnologie et de folklore, en est un exemple. Depuis le début de l'an 2000, l'usage du courriel est généralisé et, chaque jour, les professeurs reçoivent et envoient des messages de par le monde.

Des liens étroits sont maintenus avec la Faculté des lettres, notamment avec les folkloristes appelés maintenant ethnologues, et ce, depuis la création du département. Le point d'ancrage est maintenant le *Centre interuniversitaire d'études sur la langue, les arts et les traditions populaires* (CÉLAT) et Francine Saillant en devient la directrice en 2008.

Les anthropologues du département sont toujours très actifs dans le *Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones* (CIÉRA), mais aussi très impliqués dans le réseau *DIALOG*. Les recherches sont toujours menées en collaboration avec les communautés comme celles de Sylvie Poirier qui travaille en partenariat étroit avec le *Conseil de la Nation Atikamekw*; de Louis-Jacques Dorais qui travaille étroitement avec la communauté Wendat de Québec à la revitalisation de la langue avec le projet *Yawenda - Revitalisation de la langue huronne-wendat*. Il est aussi membre de l'*International Arctic Social Sciences Association* (IASSA) et de *Society for the Study of Indigenous Languages in America* (SSILA); de Frédéric Laugrand qui est membre du *Research Group on Circumpolar Cultures* (RGCC) et du *Centre interuniversitaire d'études québécoises* (CIEQ) et multiplie les collaborations internationales.

Dans la tradition du département, Marie France Labrecque et les collègues spécialistes du Mexique mettent sur pied le *Groupe de recherche régions et développement au Mexique* (GREDEM). Martin Hébert fait partie du *Groupe de recherche sur les imaginaires politiques en Amérique latine* (GRIPAL). Poursuivant la tradition d'étude sur le Québec, Marie-Andrée Couillard est associée à l'*Institut sur le vieillissement et la participation sociale des aînés* (IVPSA) du Québec.

Toujours à l'affût de nouveaux champs de recherche, Manon Boulianne et Sabrina Doyon travaillent étroitement avec le *Centre de recherche sur les innovations sociales dans l'économie sociale, les entreprises et les syndicats* (CRISES) et le *Centre de recherche, d'information et de développement de l'économie solidaire* (CRIDÉS).

Manon Boulianne collabore aussi à la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités de l'Université du Québec en Outaouais. Sabrina Doyon est également liée à l'*Institut Hydro-Québec pour le développement, l'environnement et la société* et au *Groupe interdisciplinaire de recherche en agroforesterie* (GIRAF).

Ce qui est frappant, cependant, c'est la multiplication des réseaux internationaux. Abdelwahed Mekki-Berrada est associé au *Center for International Community Health Studies* (CICHS) du *Department of Community Medicine and Health Care*, de la *School of Medicine of the University of Connecticut Health Center* et au projet *Research and Intervention in Sexual Health: Theory to Action* (RISHTA).

Jean Michaud est associé au *Laboratoire Asie du Sud-Est et Monde Austronésien* du CNRS en France et au *Laboratoire de recherche Laval-McGill Montagnards d'Asie du Sud-Est continentale*.

Isabelle Henrion-Dourcy est associée au *Department of Indian and Sanskrit Studies* de l'Université Harvard, au *Centre de recherche sur les civilisations chinoise, japonaise et tibétaine* et au *Laboratoire Milieux, sociétés et cultures en Himalaya* du CNRS en France.

Raymond Massé est vice-président de l'*Association d'anthropologie médicale appliquée au développement et à la santé* (Amades) en France.

Selon le rapport de la Faculté des sciences sociales de 2008, plus de 90% des professeurs du département sont financés et ils comptent, au prorata, parmi les plus financés de la faculté continuant ainsi une tradition qui a débuté avec la création du département.

Les nouvelles cohortes étudiantes en anthropologie adoptent avec enthousiasme les nouveaux moyens de communication et sont très actives dans le *Festival international du film ethnographique*. Par ailleurs, ils continuent de s'opposer à l'augmentation des frais de scolarité et aux compressions budgétaires. Ils se joignent d'ailleurs aux autres étudiants québécois et font la grève sur cet enjeu en 2005.

Un nombre de plus en plus grand d'étudiants, d'un peu partout au Québec, mais aussi de l'étranger, s'inscrit à des cours à distance, leur permettant même de ne pas séjourner sur le campus. Dès 1992, avant la généralisation des cours à distance sur internet, Renaud Santerre a créé le premier cours par correspondance du département intitulé *Viellir à travers le monde*, suivi de peu par *Peuples de la terre – films ethnographiques*. Dans les années 2000, la politique d'internationalisation de la formation combinée aux restrictions budgétaires incite le directeur du département à développer des cours à distance.

La politique d'internationalisation donne lieu à la mise sur pied du Bureau international qui offre un appui financier pour établir des accords avec des universités un peu partout dans le monde, mais aussi pour les étudiants qui séjournent à l'étranger dans le cadre de leur formation. La deuxième phase de cette politique d'internationalisation portera sur « l'international chez soi » et exigera de chaque programme qu'il expose ses étudiants à des contextes socioculturels différents. Cette politique donnera au Département d'anthropologie une opportunité de mettre ses cours à profit et de contribuer à la formation des étudiants du campus, peu importe leur programme.

Il ne suffit pas de voyager pour être compétent à l'international; une formation spécialisée et approfondie est essentielle pour ceux et celles qui séjournent et travaillent à l'étranger. Dans ce contexte, le Département d'anthropologie peut puiser dans sa longue expérience pour mettre sur pied des programmes courts qui s'adressent à l'ensemble des étudiants du campus. Un microprogramme sur la diversité culturelle est créé en 2008, suivi d'un certificat en 2009 et d'un microprogramme sur les études autochtones. Une fois de plus, le département innove.

Ces divers ancrages institutionnels du département et des anthropologues qui y œuvrent constituent autant de lieux de parole pour une distanciation face aux évidences et aux préjugés. La fonction critique de l'anthropologie doit perdurer, surtout dans un contexte où l'on prétend que le passé n'a rien à nous apprendre, que le monde est sans frontière, et que le développement peut être durable dans le système économique actuel. S'il est impératif, dans un tel contexte, de favoriser une mise à distance critique, force est de constater que cela constitue de plus en plus un réel défi.

CONCLUSION : LE NÉCESSAIRE ANCRAGE

Les discours et les pratiques actuelles prônant l'interdisciplinaire, l'interculturel, l'international et louangeant le décloisonnement, mettent en péril les formations disciplinaires. De tels projets, inter ou multidisciplinaires, nécessitent pourtant un ancrage spécifique, un regard particulier, pour qu'il y ait un enrichissement des approches dans leur mise en relation. La formation en anthropologie permet précisément de prendre en compte les spécificités socioculturelles et d'agir à titre de passeur de frontière pour mieux comprendre une situation, souvent beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît. Cette compétence rend le diplômé d'anthropologie apte à œuvrer dans l'interdisciplinaire, l'interculturel et

l'international. Mais sa formation l'amène aussi à prendre une distance critique face à ces manières de penser le monde, la société, les institutions et à véritablement « ouvrir des fenêtres quand il y a une odeur de renfermé dans la maison ». La formation anthropologique exige un ancrage dans le monde; l'anthropologue doit développer les compétences nécessaires pour juger de « l'odeur », décider s'il faut aérer, à la fois pour ceux qui habitent la maison et pour ceux qui y entrent. C'est ce que rend possible le terrain anthropologique, ici ou ailleurs. À ce chapitre, le travail accompli par les anthropologues de l'Université Laval à travers les années est remarquable.

Au cours de ses quatre décennies d'existence, le Département d'anthropologie de l'Université Laval a permis un nombre impressionnant de réalisations, d'innovations et d'engagements, à commencer par la création même du département. Certains souhaitaient qu'il reste petit, sans envergure, pour ne pas déranger, mais tel ne fut pas son parcours. Au fil des ans, les professeurs-chercheurs en anthropologie ont su occuper et créer des espaces non prévus au sein de l'institution, autant en recherche, en gestion, qu'en enseignement. Le département a contribué à former plusieurs centaines de diplômés qui œuvrent bien au-delà de la sphère académique et contribuent à implanter le regard anthropologique dans leurs milieux de travail et de recherche respectifs. Le bien-fondé de l'approche anthropologique est d'ailleurs de plus en plus reconnu et promu autant dans la société d'ancrage qu'à l'international.

Dans le contexte politique et économique actuel, les anthropologues d'aujourd'hui et de demain devront redoubler d'efforts pour trouver des manières « d'ouvrir des fenêtres » alors que bien des gens semblent de plus en plus frileux. Ils devront peut-être parfois tirer les rideaux afin de pouvoir imaginer ce qui peut advenir de manière créative dans le respect de leur tradition critique.

SOURCES

Ce texte synthèse se fonde sur un ensemble de sources, à la fois orales, audiovisuelles et écrites (documents d'archives, documents internes à l'unité, notes de cours et dépliants, documents de recherche, ouvrages collectifs, articles de revues, et livres). Je tiens à remercier la Division des archives de l'Université Laval et le Département d'anthropologie d'avoir grandement favorisé ma recherche ainsi que les personnes qui ont lu et commenté les versions antérieures de ce texte.

Sources orales

Entrevues avec des professeurs du Département d'anthropologie de l'Université Laval, menées par Samuel Beaudoin (Archives personnelles, 1999).

Entrevues avec des étudiants gradués du Département de sociologie et d'anthropologie et du Département d'anthropologie de l'Université Laval, menées par Samuel Beaudoin (Archives personnelles, 2010).

Entrevue avec un professeur invité du Département de sociologie et d'anthropologie, professeur retraité du Département d'anthropologie de l'Université Laval, Bernard Saladin d'Anglure, menées par Samuel Beaudoin (Archives personnelles, 2010)

Rencontres avec la directrice du Département d'anthropologie de l'Université Laval, Marie-Andrée Couillard, menées par Samuel Beaudoin (2010).

Table ronde sur *L'apport du mouvement étudiant dans la création du Département d'anthropologie à l'Université Laval*, avec la collaboration de Pierre Joubert et Michel Audet, animé et organisé par Samuel Beaudoin (Archives personnelles, 2010).

Sources audiovisuelles

CHAREST P., 1998, *Trois entretiens avec Paul Charest, anthropologue*. Collection Portrait d'anthropologue québécois, Université Laval: Département d'anthropologie (responsable, L. Pilon) et Centre de production multimédia.

MARANDA P., 1996, *Trois entretiens avec Pierre Maranda, anthropologue*. Collection Portrait d'anthropologue québécois, Université Laval: Département d'anthropologie (responsable, L. Pilon) et Centre de production multimédia.

McNULTY G., 1997, *Trois entretiens avec Gerry McNulty, anthropologue*. Collection Portrait d'anthropologue québécois, Université Laval: Département d'anthropologie (responsable, L. Pilon) et Centre de production multimédia.

SALADIN D'ANGLURE B., 1998, *Trois entretiens avec Bernard Saladin d'Anglure, anthropologue*. Collection Portrait d'anthropologue québécois, Université Laval: Département d'anthropologie (responsable, L. Pilon) et Centre de production multimédia.

SIMONIS Y., 1998, *Trois entretiens avec Yvan Simonis, anthropologue*. Collection Portrait d'anthropologue québécois, Université Laval: Département d'anthropologie (responsable, L. Pilon) et Centre de production multimédia.

TREMBLAY M.-A., 1997, *Trois entretiens avec Marc-Adélar Tremblay, anthropologue*. Collection Portrait d'anthropologue québécois, Université Laval: Département d'anthropologie (responsable, L. Pilon) et Centre de production multimédia.

Sources écrites

Documents d'archives (Division des Archives de l'Université Laval)

COLLECTIF, 1970, *Mémoire de l'anthropologie – présenté au Conseil de la Faculté des Sciences sociales*. Université Laval.

COMITÉ D'ENQUÊTE, s.d. (1970), *Rapport du Comité formé par le Conseil de la Faculté des Sciences sociales pour étudier la situation du Département de Sociologie et d'Anthropologie*. Université Laval.

CONSEIL DE LA SECTION D'ANTHROPOLOGIE, *Procès-verbal de la réunion du vendredi 6 février et de la réunion du lundi 9 février 1970*.

CONSEIL DE LA SECTION D'ANTHROPOLOGIE, *Procès-verbal de la réunion du mardi 24 février 1970*.

CONSEIL DE LA SECTION D'ANTHROPOLOGIE, *Procès-verbal de la réunion du lundi 9 mars 1970*.

CONSEIL DE LA SECTION D'ANTHROPOLOGIE, *Procès-verbal de la réunion du mercredi 18 mars 1970*.

CONSEIL DE LA SECTION D'ANTHROPOLOGIE, *Procès-verbal de la réunion du lundi 6 avril 1970*.

FACULTÉ DES SCIENCES SOCIALES, s.d. (1970), *Mémoire complémentaire soumis par la Faculté des Sciences sociales*. Université Laval.

Documents internes à l'unité

DORAIS L.-J., 1980, *10^e anniversaire (1970-1980) du Département d'anthropologie de l'Université Laval. Éléments d'histoire du département et informations annexés*.

s.n., 2009-2010, *Documents, tableaux, listes établies pour le site web du 40^e anniversaire du Département d'anthropologie*.

Notes de cours et dépliant

DORAIS L.-J., 2010, *Les grandes heures de l'anthropologie québécoise*. Notes de cours pour le Séminaire de doctorat II *L'anthropologie au Québec: étapes historiques et développements théoriques*. Manuscrit inédit.

BRETON Y., 1999, *L'anthropologie maritime à l'Université Laval - recherches et interventions* (Dépliant). Université Laval: Département d'anthropologie.

Rapports de recherche

BEAUDOIN S., 1999, *Vers une histoire de l'anthropologie à l'Université Laval et au Québec*. Département d'anthropologie, Université Laval.

TREMBLAY M.-A., 1989, *L'anthropologie à l'Université Laval. Fondements historiques, pratiques académiques, dynamismes d'évolution*. Documents de recherche, no 6. Sainte-Foy, Laboratoire de recherches anthropologiques, Département d'anthropologie, Université Laval.

SIMONIS Y., 1982, *Agir sur le marché de l'emploi des anthropologues. Rapport de l'enquête de mai 1981*. Département d'anthropologie, Université Laval.

SCHWIMMER É., 1989, «Les singularités de l'anthropologie (au Québec et ailleurs) : les travaux, la critique, la pulsion de mort» : 143-165, in M.-A. TREMBLAY, *L'anthropologie à l'Université Laval. Fondements historiques, pratiques académiques, dynamismes d'évolution*. Documents de recherche, no 6. Sainte-Foy, Laboratoire de recherches anthropologiques, Département d'anthropologie, Université Laval (il s'agit en fait du *Rapport préliminaire du Comité des orientations du Département d'anthropologie*, présidé par Éric Schwimmer et présenté en 1984; il est publié ici comme conclusion au document de recherche de M.-A. Tremblay).

Ouvrages collectifs

FAUCHER A. (sous la direction de), 1988, *Cinquante ans de sciences sociales à l'Université Laval. L'histoire de la Faculté des sciences sociales (1938-1988)*. Sainte-Foy, Faculté des sciences sociales à l'Université Laval.

GENEST S. (sous la direction de), 1985, *La passion de l'échange: terrains d'anthropologues du Québec*, Chicoutimi: Gaëtan Morin éditeur.

LÉVESQUE G.-H. (sous la direction de), *Continuité et rupture. Les sciences sociales au Québec*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.

TREMBLAY M.-A. (sous la direction de), 1983, *Conscience et enquête: l'ethnologie des réalités canadiennes*. Ottawa, Musées nationaux du Canada.

TRUDEL F., P. CHAREST et Y. BRETON (sous la direction de), 1995, *La construction de l'anthropologie québécoise. Mélanges offerts à Marc-Adélar Tremblay*. Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval.

Articles de revues

BARITEAU C. et S. GENEST, 1987, «Axes majeurs et développements récents de l'anthropologie au Québec», *Anthropologie et Sociétés*, 11, 3: 117-141.

DORAIS L.-J., «La recherche sur les Inuit du Nord québécois: bilan et perspectives», *Études/Inuit/Studies*, 8, 2: 99-115.

FORTIN A., 2009, «De la nostalgie», *Recherches sociographiques*, 50, 1: 106-118.

GÉLINAS C., 2000, «Anthropologie québécoise, études amérindiennes, et la revue *Recherches amérindiennes au Québec*», *Anthropologica*, 42, 2: 189.

LABRECQUE M.-F., 2000, «D'une certaine anthropologie et de quelques anthropologues», *Anthropologica*, 42, 2: 147.

SAILLANT F., 2010, «Au bout d'un chemin de traverses», *Anthropologie et Sociétés*, 34, 1: 7-12.

SANTERRE R., 1997, «Comptes rendus: F. Trudel, P. Charest et Y. Breton (sous la direction de), *La construction de l'anthropologie québécoise. Mélanges offerts à Marc-Adélar Tremblay*, Sainte-Foy, Presse de l'Université Laval, 1995, 472 p.», *Recherches Sociographiques*, XXXVIII, 3: 547-549.

TREMBLAY M.-A., 2002, «L'anthropologie en tant que discipline académique à Laval», *Anthropologica*, 44, 2: 295-307.

Livres

ARCAND B., 1991, *Le Jaguar et le Tamanoir. Vers le degré zéro de la pornographie*. Montréal, Boréal.

SCHWIMMER, É. (avec la collaboration de Michel Chartier), 1995, *Le Syndrome des Plaines d'Abraham*. Montréal, Boréal.